



## La planète et ses grandes transitions

Louis FAVREAU, sociologue, professeur à l'UQO

Gérald LAROSE, professeur invité à l'UQAM

*Changement climatique, crise alimentaire et crise énergétique se télescopent. Désormais certaines échéances peuvent être fatales étant donné les croisements de l'échéance climatique liée au seuil de réchauffement de la planète, de l'échéance énergétique liée à l'épuisement des ressources pétrolières (et sa gestion spéculative) et de l'échéance alimentaire liée à la remise au marché de la fixation des prix qui montent en flèche. Le tout sur fond de scène d'une montée des inégalités qui consacre et perpétue la fracture entre le Nord et le Sud. Le monde dans lequel nous vivons est ainsi devenu plus instable et plus imprévisible. Ce n'est pas pour autant le chaos. Le pire n'est jamais sûr mais de grandes transitions sont en cours*

### La nouvelle question Nord-Sud

En raccourci, le problème social numéro un à l'échelle de la planète peut aujourd'hui s'exprimer de la façon suivante : 600 millions de riches et 6 milliards de pauvres. Les deux dernières décennies de mondialisation ultralibérale ont notamment vu l'économie informelle devenir prévalente dans la plupart des pays du Sud. Pour les mouvements sociaux et pour les porteurs de projets d'une coopération internationale de proximité, la recherche de formes plus appropriées de développement solidaire s'est imposée par la **mutation du travail et de la protection sociale**. Le travail salarié s'affaissant et l'économie informelle progressant, du coup, l'État social, là où il y en avait un, s'est affaibli et même littéralement dissout là où il n'était encore qu'en émergence.

Toujours en raccourci, le constat que la planète est en état de survie au plan écologique remonte également à la surface dans tous les milieux. Plus nombreux sont les mouvements et de grandes organisations internationales qui remettent en question notre mode de production et de consommation. Comment peut-on aujourd'hui contribuer à faire face efficacement à cet autre enjeu majeur, celui du **développement durable**.

Finalement, dans la dernière décennie, un troisième enjeu est devenu plus visible sur la scène publique internationale : la mondialisation ultralibérale a favorisé un tel débridement de la finance que les séquelles

au Sud n'ont fait que s'amplifier : du *krash* boursier au Mexique en 1994 en passant par celui des pays de l'Est en 1997 et celui de l'Asie au tournant de l'an 2000 alors que l'on venait tout juste de s'aligner sur les «Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), sorte de pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté» (PNUD, 2003). Et, aujourd'hui, crise des liquidités aux USA (2008)... Bref, un troisième défi majeur, celui de la **maîtrise de l'économie mondialisée**.

### **Derrière la pauvreté : les inégalités**

La perspective de nouvelles régulations politiques est d'autant plus obligée que les OMD apparaissent aujourd'hui dérisoires lorsqu'on redécouvre derrière cette pauvreté **l'importance structurelle des inégalités**. Deux exemples : le Mali et l'Inde. Dans le premier cas, deux millions de Maliens gagnent leur vie dans la filière du coton. Or, le marché international est sous l'emprise du coton américain et européen. Le Mali n'arrive pas à bien écouler son coton sur le marché. Précarité comme horizon dans une jeune démocratie dont la volonté de développement et de démocratisation de ses institutions depuis près de 20 ans est particulièrement manifeste sinon exemplaire. Cause principale: les structures du commerce international. Si on ne touche pas aux règles du jeu du commerce international, comment vaincre la pauvreté dans ce pays ? Dans le second cas, en Inde, les «intouchables» (25 % de la population de ce pays d'un milliard d'habitants) forment les «basses classes» d'une société qui, en dépit de sa démocratie, la plus vieille des pays du Sud (1947), n'a pas encore réussi à éliminer son système de castes, lequel leur interdit l'accès à nombre d'emplois et de services de base. Dans ce cas, derrière la pauvreté, il y a la discrimination d'un système de castes. La question centrale devient donc : «lutte contre la pauvreté» ou combat pour le développement et la démocratie? Mais ne faut-il pas aussi revisiter cette notion de développement à l'heure où le consensus sur la gravité du risque écologique a progressé à vive allure?

### **L'humanitaire ou le développement ?**

C'est depuis près de 50 ans que la notion de développement fait l'objet d'importants débats et de visions fort différentes, opposées même au sein de toutes les institutions internationales. **Après l'échec fortement ressenti des coopérations étatiques** des pays capitalistes du Nord dans le Sud **et celui démoralisant des mouvements de libération nationale** et de leur modèle «développementiste», que reste-il ? Le concept a été mis à mal et ramené par le FMI et la Banque mondiale à une simple gestion de la lutte contre l'extrême pauvreté. Pour d'autres, ce concept est même devenu une simple croyance occidentale. Face à ce relativisme économique ou culturel, un autre éclairage s'impose.

En près de 50 ans, nous sommes passés de la décolonisation, et des espoirs qu'elle suscitait alors, à une mondialisation ultralibérale. Ce début de basculement du monde **n'a-t-il provoqué que du**

**désenchantement** ? Point culminant du désenchantement : **l'abandon à toute fin pratique du thème du développement dans les années 90**, simultanément à l'effondrement du bloc socialiste. La seule perspective alors présente: la montée des droits de l'Homme et plus largement **la montée de l'humanitaire** devenu la quasi-exclusive finalité légitime dans les rapports entre nations par ces temps d'incertitudes. Et avec l'an 2000 la grande initiative des Objectifs du millénaire.

### **Le débat : croissance ou développement ?**

Heureusement qu'on a fini par introduire une distinction majeure entre **croissance**, augmentation continue de la production, et **développement**, organisation de la production, des revenus et des dépenses en fonction de l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de l'ensemble de la population d'un pays (emploi, habitat, éducation, santé...). Dans les années 1990, des économistes du Sud introduisent un indice composite dont les trois principaux éléments sont l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le niveau de revenu. Cet indice de développement humain (IDH), depuis près de 20 ans, est le point de repère du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Une véritable petite révolution : la porte de la pluridimensionnalité du développement a été ouverte. Plutôt que de congédier la notion, plusieurs travaux avancent l'idée d'une **pluralité des modèles** à travers le monde et la pluridimensionnalité du développement, lequel prend son sens en combinant l'économique, le social et l'environnemental. Le concept est pertinent parce qu'il permet de réaffirmer la primauté de la société sur l'économie, de s'attaquer à la précarité, de promouvoir la démocratie et de favoriser la création de nouvelles formes de régulation sociopolitique.

### **Une proposition**

**Notre proposition** est donc à l'effet que **la grande impensée est la lutte contre les inégalités**, perspective qui échappe presque totalement aux grandes institutions économiques internationales portées par le credo néolibéral et interpellées si tant est par des objectifs quasi exclusivement humanitaires. Le **développement durable** est également une notion qui peut s'avérer efficace dans le traitement des questions climatiques, énergétiques, alimentaires notamment au chapitre des coûts de transport, de l'efficacité énergétique, de la délocalisation de la production, etc....